

Un défi : résister pour la paix



Des personnes s'abritent dans un passage piétons souterrain pendant une attaque aérienne russe à Kiev, le 1er juin 2023 en Ukraine

Alors que depuis plus d'un an l'Ukraine subit des bombardements russes incessants, la population de la jeune démocratie continue de vivre et de résister au quotidien. Ce numéro, réalisé par des lycéens de Seconde de Saint-Lô, met en lumière plusieurs axes de la résistance des peuples qui s'exprime sur tous les fronts à travers le monde. Le Forum mondial Normandie pour la Paix en sera une nouvelle fois le porte-voix.

Éditorial

La sixième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix se tiendra les 28 et 29 septembre prochains à l'Abbaye aux Dames à Caen. Autour du thème « Résistances ! La paix des peuples », cette édition mettra l'accent sur la mobilisation des peuples à travers le monde face à des situations d'injustice ou d'oppression. Guerre en Ukraine, révoltes en Iran, au Kurdistan, en Chine... seront autant de sujets d'actualité qui seront abordés pendant l'événement et dont les articles rédigés par les élèves du lycée Le Verrier de Saint-Lô vous donneront un

avant-goût.

Acteurs de la paix de demain, la jeunesse tient une place importante dans la programmation du Forum. Chaque année, la Région Normandie, en partenariat avec les autorités académiques, déploie de nombreux programmes pédagogiques et temps forts à destination des lycéens normands. Cette année, six débats et deux projections leur seront spécifiquement dédiés.

Au travers de l'initiative Normandie pour la Paix, le projet « La Colombe » constitue un

formidable marqueur d'engagement de la jeunesse normande en faveur de la paix et je tiens vivement à remercier et à féliciter ces lycéens et leurs encadrants pour le travail qu'ils ont fourni dans la rédaction de cette nouvelle édition.

Bonne lecture à toutes et à tous et je vous donne rendez-vous en septembre pour la 6ème édition du Forum mondial Normandie pour la Paix, événement unique en faveur de la paix et de la liberté.

Hervé MORIN

Président de la Région Normandie



Hervé Morin.

Rewaz, présage d'agitations au Kurdistan

Dans cette société patriarcale, la députée incarne un espoir pour toutes les femmes.



Portrait officiel de Rewaz Faiq au Parlement kurde irakien

Au Kurdistan irakien, dans une région où huit femmes sur dix sont au foyer, Rewaz Faiq casse les codes : elle est l'une des deux seules présidentes d'un parlement élu au Moyen-Orient. Les femmes demeurent la cible privilégiée des vio-

lences, notamment des crimes dits d'« honneur ». Rewaz « a changé la perception de la politique kurde... [...] C'est une vraie cheffe qui a donné de l'espoir à toutes les femmes du Kurdistan », déclare Avan Jaff, une militante pour le droit des femmes.

Un « monde d'hommes »

Rewaz Faiq est née à Kalar en 1977, sous le régime de Saddam Hussein. Sa famille étant pauvre, elle a lutté pour suivre brillamment ses études, puisqu'elle obtient un doctorat en droit civil. Suite à l'insurrection irakienne de 1991, elle rejoint l'opposition communiste, puis adhère à l'Union patriotique du Kurdistan. Dès son adolescence, elle défend les valeurs de liberté et d'égalité en s'engageant dans des organisations étudiantes et féministes.

Tandis que les politiques, les journaux corrompus, et les

groupes armés ne font qu'un, elle se rapproche de son objectif en devenant députée lors de l'élection de 2013. Les femmes sont absentes de la vie politique, les empêchant de s'exprimer et de défendre leurs droits. Tous les partis « sont minés par la domination masculine, la discrimination et les abus sexuels », assure Rewaz Faiq. Ce « monde d'hommes » possède l'argent, l'influence et le soutien, et pourtant, lors de son élection en juillet 2019, elle prend la tête du Parlement de la région autonome du nord de l'Irak. L'une de ses intentions est de lutter contre les trafics de drogues et la contrebande d'hydrocarbure qui paralysent le pays.

Son parti, l'Union Patriotique du Kurdistan, représente la deuxième force politique de la région, cependant elle y est rejetée et isolée. Sa solitude face à une foule d'opposants attendant sa moindre erreur l'a rendue plus forte et plus

confiante.

Des lois sociales ont été mises en place malgré les réticences et les contestations, permettant aux femmes kurdes d'apporter un espoir d'égalité des sexes. Ainsi, les femmes sont autorisées à obtenir la garde de leurs enfants et à rester chez elles en cas de divorce. Les femmes occupent aujourd'hui 30 % des sièges du Parlement, ce pourcentage demeure élevé par rapport aux autres pays moyen-orientaux grâce à l'instauration d'un quota difficilement accepté. Au sein de cette société encore conservatrice, une transition est en cours, laissant entrevoir un avenir meilleur. Au carrefour de la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie, les révolutions, initiées par des militants comme Rewaz Faiq façonnent ce pays.

**Lise BELHOSTE,
Svanilde DROMAIN,
Coralie DANIEL**

Le quotidien risqué des démineurs en Irak

Vingt ans après la guerre, le territoire irakien reste un danger pour ses habitants.

La guerre civile persiste encore aujourd'hui en Irak et cause de lourdes pertes. Les mines anti-personnelles sont un moyen très répandu pour décimer la population. Créées par un ingénieur militaire, elles ont pour principe d'exploser à la rencontre de la moindre vibration et de tuer la cause de ce mouvement. Ces engins explosifs improvisés par Daech dans des terres et des zones urbaines ne sont pas faits pour estropier ou rendre invalide, mais pour tuer. Les djihadistes ont enfoui plus de 20 millions de mines au cours de ces vingt dernières années. En moyenne, deux Irakiens meurent par semaine par faute d'information. Cela empêche la reconstruction du territoire, freine son économie et affaiblit sa population. Les partisans de Daech ont placé ces bombes dans des endroits stratégiques, près des lieux habités accentuant les dommages humains. Les rares victimes qui n'en meurent



En France, un camp de sensibilisation au problème des mines en Irak.

pas se retrouvent amputées et n'ont aucun accès aux soins. Malgré ses nombreuses ressources en pétrole, l'Irak ne peut pas en faire profiter son économie du fait de l'amas de pièges enfouis autour de ces gisements.

Le grand nettoyage

Le déminage n'en est qu'à son commencement car depuis 2016, 1.8 millions de mètres

carrés ont été libérés. Sachant qu'un an de guerre équivaut à dix ans de déminage, des militaires sont de plus en plus sollicités et formés afin d'accélérer le processus de reconstruction du territoire. Ces formations sont principalement dirigées par la FSD (Fédération Suisse de Déminage) et requièrent une expérience au sein de l'armée. Ce travail nécessite une minutie et une concentration primordiales, un besoin de supervi-

sion afin que les mouvements puissent être répétés jour après jour en toute sécurité. Les soldats de l'ombre risquent leurs vies et manquent grandement de moyens et de protection. Ces carences provoquent plus de 300 incidents par mois.

La Belgique et la France ont envoyé des dons s'élevant à une somme totale de 1.5 millions d'euros. Malgré l'aide apportée, les personnes déplacées au cours de la guerre souhaitant revenir dans leur ville d'origine n'ont pour le moment aucune possibilité d'y retourner. À l'avenir, des robots démineurs simplifieront et assureront la protection des civils : de nouvelles inventions comme celles-ci réduiront les menaces à long terme provoquées par ce conflit. Cela illustre peu à peu la démocratisation de l'Irak.

**Céline GUERIN, Aïdie LEMOINE,
Inès ATBIB**

Une jeune femme afghane à Saint-Lô

Summiyya est actuellement en seconde au Lycée Le Verrier.

Summiyya est une jeune femme afghane de 19 ans originaire d'un petit village de la province de Nangarhar, près du Pakistan. Contrairement aux grandes villes et dans la capitale, Kaboul, où les Américains sont longtemps restés présents, Nangarhar s'est très tôt retrouvée sous l'emprise des Talibans. Son père, menacé du fait de sa collaboration avec le gouvernement, a dû fuir le pays en 2017.

Après quatre ans au Pakistan, où il a fallu affronter de multiples difficultés, notamment pour se loger, la jeune femme arrive en France en avril 2021. Sans titre de séjour, la famille doit vivre illégalement. Finalement, le gouvernement français leur accorde un droit de résidence qui leur permet de régulariser leur situation. Mais pour Summiyya, le voyage n'est pas terminé et déjà, même si elle se dit reconnaissante envers la France, elle n'exclut pas de partir pour l'Allemagne, afin d'y construire une nouvelle vie.



L'actrice américaine Jennifer Lawrence et Zahra Mohammadi, le 21 mai 2023 au 76e Festival de Cannes.

La situation afghane est dramatique. Les Talibans imposent des lois basées sur la religion, qui interdisent aux femmes toute liberté. Elles n'ont plus accès à l'éducation, ne peuvent ni travailler, ni sortir sans porter le niqab. Leur mari ou un homme de leur famille doit les accompagner. Enfreindre ces règles expose à de lourdes sanctions : torture, brûlures à l'acide, peine de mort. Mais malgré les risques, des femmes très courageuses s'expriment pour manifester

leur désaccord. Certaines fréquentent des écoles clandestines.

Ce combat est relayé dans le monde. Actuellement, dans le cadre très médiatique du festival de Cannes, le film "Bread and Roses" de Sahra Mani vient une nouvelle fois témoigner de la terreur imposée par les Talibans et la triste condition des femmes dans ce pays.

**Adèle LECLUZE,
Émeline NOQUET**

Association pour le développement du Journal Des Lycées

10 rue du Breil
35051 Rennes Cedex 09
Tél. 02 99 32 67 47
jdl@journaldeslycees.fr

Journaliste Ouest-France référente :
Marylène CARRE



Région Normandie

Abbaye-aux-Dames
Place Reine Mathilde - CS 50523
14035 Caen Cedex 1
Tél. : 02 31 06 98 98

**avec la participation de
Réseau Canopé et du CLEMI**

Directeur de publication :

Hervé MORIN,
Président de la Région Normandie

Responsables de rédaction :

Christine CAUHAPE,
Frédéric HANOU
et Emmanuelle FOUCHER
Lycée Le Verrier
de Saint-Lô



Birmanie : la diaspora sur tous les fronts

Aung San Suu Kyi contre la Junte : les mouvements internationaux se multiplient.

Le 1er février 2021, la Birmanie subit un coup d'État par les militaires du pays. Aung San Suu Kyi, figure emblématique de la démocratie birmane, est accusée par la junte de plusieurs délits. Elle est notamment inculpée pour violation d'une loi sur les télécommunications et finira finalement par être assignée à résidence. Malgré ses multiples comparutions, d'autres accusations apparaissent. Aung San Suu Kyi est le symbole de l'opposition à la Junte. C'est pourquoi elle est au cœur de cette crise politique.

Peu de temps après le coup d'État, des milliers de Birmans se réunissent dans les rues afin d'exprimer leur opposition. Ils appellent à la grève pour espérer se faire entendre, ce qui engendra de nombreuses violences envers les manifestants. Au moins 170 manifestants sont morts suite aux mobilisations, selon l'Association d'assistance aux prisonniers



Des manifestants tiennent des affiches à l'effigie d'Aung San Suu Kyi lors d'une manifestation contre le coup d'État militaire en février 2021.

politiques (AAPP). La population birmane n'est pas seule à mener un combat. La diaspora birmane redouble d'efforts et intensifie ses actions à distance. En France, les membres de la communauté birmane se mobilisent dans la rue pour défendre la démocratie. Leur objectif est de faire pression sur

l'ambassadeur birman à Paris et de le pousser à prendre position contre les militaires putschistes. La diaspora birmane en France est estimée à environ 500 personnes, selon le magazine Koï. Depuis la crise, elle a dû réorganiser ses actions afin de mieux venir en aide à la population Birmane.

Aung San Suu Kyi la voix de la Birmanie

Aung San Suu Kyi est née le 19 juin 1945 à Rangoun en Birmanie. C'est une figure pacifiste qui s'oppose à la dictature militaire au pouvoir... Après les élections législatives remportées par La Ligue Nationale pour la Démocratie, la junte place Aung San Suu Kyi en résidence surveillée pendant 20 ans. La cheffe d'État est alors soutenue par la communauté internationale : en 1991, elle reçoit le prix Nobel de la paix pour l'ensemble de ses actions. Libérée en 2016 elle prend la tête du gouvernement jusqu'en 2021 date à laquelle elle est à nouveau victime d'un coup d'État militaire. Elle est actuellement condamnée à 33 ans de résidence surveillée.

**Louane AUGRAIN,
Célia CHARDINNE**

Cinq ans de prison en plus pour Navalny ?

Incarcéré depuis janvier 2021 dans la colonie pénitentiaire IK-6 en Russie, Alexei Navalny, opposant politique de Vladimir Poutine, subit de nouvelles accusations.

« Désorganisation des activités de l'institution pénitentiaire » : une nouvelle accusation qui pourrait coûter à l'opposant politique de Vladimir Poutine cinq années de prison, s'additionnant aux neuf ans déjà en cours. Une peine due à une altercation, en essayant de faire sortir un intrus pacifiquement de sa cellule, selon sa porte-parole. Une agression fortuite venue s'ajouter à sa santé fragile ; un « empoisonnement à petit feu » selon certains.

Néanmoins, ses graves problèmes de santé, causés par ses mauvaises conditions d'emprisonnement sont bien réels. Le détenu doit rester debout, dans une cellule de deux mètres sur trois, glaciale en hiver. Il a également interdiction de contact avec sa famille ou ses avocats, ce qui n'arrange pas son état mental. Cette torture psychologique l'affaiblit doucement.



Alexei Navalny lors d'une marche à Moscou en 2013

Un état qui inquiète de nombreux médecins, 600 d'entre eux ayant adressé une lettre ouverte au chef de l'Etat russe.

Des motivations politiques

Pour eux, et bon nombre de ses partisans, Navalny est vu comme une cible à abattre pour l'Etat russe, raison pour laquelle beaucoup se sont insurgés après son empoisonnement, en août 2020. Navalny lui-même soupçonne les services secrets d'avoir attenté à sa vie grâce au « Novitchok », un poison qui

lui à valu trois semaines de coma en Allemagne.

Alexei Navalny commence la politique en se présentant aux élections municipales de la ville de Moscou, en 2013, où il finit en deuxième place. Deux ans plus tard, aux présidentielles cette fois, la justice russe le déclare inapte à la politique et lui interdit de se présenter. Son parti est dissous, pour des raisons « de considérations politiques » selon Amnesty International, le même sort que subit en 2021 sa fondation anti corruption (FBK en Russie), créée en 2011 puis dissoute car considérée comme « organisation terroriste » selon le pouvoir en place.

D'avocat à ennemi de l'Etat

Depuis sa cellule, il continue ses protestations en entamant une grève de la faim dès 2021, pour dénoncer ses conditions

d'incarcération. Suite à ses troubles de santé il doit arrêter. Son combat avant la prison se passe dans la rue. Il participe aux marches anti-régime avec un slogan : « Une Russie sans Poutine ». Motivé par la « haine » envers le système et envers le président Russe, il est enfermé une première fois pour une période de deux semaines : ce qui ne l'empêche pas de lancer un appel à la révolte pour : « faire pression sur eux jusqu'à ce qu'ils nous rendent ce qu'ils nous ont volé » dit-il. En dehors des rassemblements, il s'exprime sur les réseaux-sociaux. Un combat débuté en 2011 qui continue pour l'homme dont Poutine ne prononce pas le nom.

Angélie HENAUT,
Manech LEFORESTIER-POULAIN

Le concept de Nobel de la paix incompris en Biélorussie

Le 2 mars 2023, s'est ouvert le procès du Prix Nobel de la Paix 2022, enfin jugé deux ans après son incarcération et un an après la réception de son prix.

Accusé de troubles à l'ordre public et d'évasion fiscale, Ales Bialiatski, fondateur du centre Viasna des Droits de l'Homme, est actuellement derrière les barreaux. Ces délits, non vérifiés, sont un prétexte pour neutraliser une potentielle menace pour le président Loukachenko, à propos de sa 6ème élection avec plus de 80 % des voix le 9 août 2020.

Un concept détourné

Outre l'acte d'emprisonnement injustifié, c'est le principe même d'emprisonner un Nobel de la Paix qui choque. En théorie, il semble impossible qu'un individu qui lutte pour la paix se retrouve incarcéré pour de bonnes raisons. On est condamné lorsque l'on accomplit un acte malveillant, nuisant



Ales Bialiatski et ses associés Valentin Stefanovich et Vladimir Labkovich ont été vus dans la cellule au début de leur procès. 5 janvier 2023

au bien-être ou à la sécurité. Or ici, c'est une personne aidant au niveau humanitaire qui est

visée. C'est donc l'inverse du principe même de la prison. C'est un choix délibéré de l'Etat

que d'inculper un homme récompensé pour son humanisme.

Une division interne et externe

Exposée aux sévères jugements et sanctions de l'Union Européenne suite à la guerre en Ukraine, la Biélorussie reste cependant dans les bonnes grâces de la Russie. Cette union souligne une confrontation entre son appartenance à l'Europe et ses liaisons avec le Grand Frère. De fait, les tensions se creusent et compliquent les pourparlers pour la libération d'Ales Bialiatski. Ainsi, le président Loukachenko perd toute sa crédibilité face à l'Occident.

Théo VENARD, Balian LE GUEN

À Saint-Lô, des migrants sont accueillis dans une association

Des habitants se mobilisent pour aider les migrants. Rencontre avec Françoise.

Pouvez-vous vous présenter ?

Je fais partie de l'équipe d'animation de l'association de collectif d'aide aux migrants. Il n'y a pas de président ni de secrétaire. C'est collégial et nous sommes tous bénévoles.

Quel est le rôle de votre association ?

Notre rôle est d'abord d'accompagner à l'élaboration des dossiers administratifs. Aider les gens qui ne connaissent pas les documents à fournir, ne parlent pas français... Nous allons essayer de loger un mineur isolé, le scolariser et lui assurer une couverture médicale spéciale qui est l'aide médicale d'État. On convoque aussi parfois un avocat pour contester les décisions de l'aide sociale à l'enfance. On est ensuite convoqué devant le juge des enfants pour faire



Logo du collectif saint-lois d'aide aux migrants.

valoir leur minorité. Souvent, le juge lui donne raison et l'aide sociale à l'enfance est obligée de le reprendre. Le Collectif aide pour les inscriptions dans les écoles, collèges et lycées, pour les inscriptions à la Banque Alimentaire et les Restos du Coeur. On essaie de répondre à leurs besoins, et aussi assurer des déplace-

ments pour des rendez-vous médicaux.

Comment les migrants arrivent-ils ici ?

Ils arrivent pour des raisons différentes : par le bouche à oreille, ou grâce au CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) qui les envoie dans tel endroit pour telle chose. Certaines familles accueillent des enfants, comme cela dure souvent longtemps. Ensuite, ou bien ils s'attachent à l'enfant et continuent l'accompagnement, ou bien ils veulent arrêter d'accueillir pendant un temps. Pour demander l'asile, il faut passer par France Terre d'Asile. Pour l'obtenir, il faut que l'histoire du migrant soit plausible, qu'il ait été en danger, et qu'il fasse un recours à la Cour Nationale du Droit à l'Asile où les migrants ont droit à un avocat.

Comment cela s'est-il passé pour les Ukrainiens ?

Ils ne sont pas tellement venus ici puisque les premiers arrivés à Saint-Lô avaient un régime particulier. Le collectif les a placés dans des familles qu'il connaissait puis les a orientés vers France Terre d'Asile. D'autres ont été hébergés dans les locaux du Bon Sauveur mis exprès à disposition. Ils ont directement obtenu leurs papiers et le droit de travailler. Une commission a été vite créée, reprenant des personnes du CCAS, du Secours populaire, du Secours catholique, et de la Croix rouge. Ils se réunissaient régulièrement pour voir où en étaient leurs besoins et ce qu'ils pouvaient faire pour eux.

Victoria LECLERE--LECONTE, Lexane FOULON, Eva LEROY

Kosovo : redéfinir les frontières, une « fausse bonne idée »

Y aurait-il enfin une solution au conflit entre le Kosovo et la Serbie ?

Vingt ans après la guerre entre le Kosovo et la Serbie, le conflit entre ces deux pays persiste. Cependant, il se pourrait qu'une solution ait été trouvée pour venir à bout de ce problème.

Le Kosovo, un petit pays des Balkans situé entre la Serbie et l'Albanie, est constitué en grande majorité d'Albanais, qui sont principalement musulmans, et de plusieurs minorités telles que les Serbes, qui sont majoritairement orthodoxes. Ces différences ethniques et religieuses de la population du Kosovo entraînent de nombreux conflits, aussi bien à l'intérieur du pays qu'avec les pays frontaliers. A cause de cette situation, le Kosovo n'est pas reconnu comme un pays par plusieurs États membres de l'ONU dont la Russie et la Chine. Depuis 5 ans, les prési-



Le chancelier autrichien Karl Nehammer reçoit le premier ministre du Kosovo Albin Kurti avec les honneurs militaires le 12 janvier 2023.

dents Hashim Thaci (Kosovo) et Aleksandar Vucic (Serbie) tentent de s'entendre sur une

redéfinition des frontières entre les deux pays.

Des tensions ethniques

À partir de 1991 a lieu la scission de l'Ex-Yougoslavie en plusieurs pays (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro, Macédoine du nord, Serbie, Slovaquie) s'appuyant sur les différentes ethnies.

Cependant, il reste un territoire : le Kosovo, que chacun des belligérants revendique. C'est pourquoi modifier les frontières du Kosovo risquerait d'amplifier, à l'échelle des Balkans, des revendications territoriales sur base ethnique. Enfin, est-ce que déplacer des populations n'entraînerait pas une tragédie pour ceux qui se considèrent Kosovars ?

Zoé JOSEPH, Lya GROUALLE

Avec l'aide de Jean-Arnault DERENS, rédacteur en chef du Courrier des Balkans

Cyberféminisme iranien : une arme nouvelle

Depuis des mois, les Iraniennes se battent pour leur liberté et sont portées par un soutien mondial grâce aux réseaux sociaux, malgré la répression du gouvernement.

Depuis la mort de Mahsa Amini le 16 septembre 2022 à Téhéran, lors d'une violente interpellation par la police pour « port de vêtements inappropriés », les réseaux sociaux contournent les médias officiels en Iran et sont devenus une arme puissante pour celles qui veulent se faire entendre. Les iraniennes sont ainsi devenues l'incarnation de la lutte féministe mondiale.

Une nouvelle forme de lutte

Créant un nouvel espace public, elles diffusent leurs idées et revendications, relayées par de nombreuses femmes partout dans le monde qui ont publié des photos et des vidéos dans lesquelles elles se coupent les cheveux comme lors d'une manifestation en Turquie, le 4 octobre 2022. Les images où des femmes mettent le feu à leur voile sont



Affiche lors d'une manifestation à Helsinki du mouvement de contestation des femmes en 2023

les plus virales. Les réseaux permettent de rendre hommage aux femmes tuées, pour que leur mémoire survive, en dressant une liste précise des causes de leur mort et du lieu de leur décès. L'utilisation des réseaux a donné à la société

iranienne le visage d'une patrie aux multiples revendications. Malgré les exécutions et emprisonnements par le régime des mollahs, la contestation ne perd pas de son ampleur.

Une chanson d'espoir

Le chanteur Shervin Hajipour participe au soulèvement pour les droits des femmes de son pays. Sa chanson « Baraye » est devenue virale en moins de 48 heures. Les manifestants entonnent cette mélodie en scandant ses paroles. Grâce à Instagram et Tiktok, les échos de la chanson résonnent mondialement. Les rediffusions, les milliers d'écoutes et le Grammy Awards gagné par le chant du « changement social » en 2022 ont encouragé les femmes à ne pas baisser les bras. Le message repris dans le monde entier est le suivant : « Nous sommes avec vous, soyez fortes et libres ! ». Cet hymne à la liberté se bat pour l'abolition du voile.

Doline DUVAL, Léa LEGRAND, Léonie PARIS

Hong-Kong face à l'Etat chinois

Depuis mars 2019 à Hong Kong et dans d'autres villes avec une forte population hongkongaise, les manifestants luttent pour le retrait de l'amendement de la loi d'extradition. Ils estiment que cela permettrait à la Chine continentale de contrôler le système judiciaire de Hong Kong et menacerait la liberté et la sécurité de la population. Ils revendiquent la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sur les violences policières, la démission de Carrie Lam, cheffe de l'exécutif, et l'instauration du suffrage universel pour les élections du Conseil législatif. Le bilan humain de ces manifestations, qui ont rassemblé plus de 1,3 millions de personnes, s'élève à plus de 2 600 blessées, 10 250 arrestations et 2 500 procès.

De nombreux étudiants, comme Joshua Wong, sont devenus des figures emblématiques de la cause hongkongaise. Ce militant pro-démocratie de 26 ans a commencé à militer pour diverses causes dès l'âge de 13 ans en criti-



Manifestation monstre dans les rues de Hong-Kong le 16 juin 2019

quant notamment l'éducation. Il exprime ses idées sur les réseaux sociaux pour toucher la jeunesse internationale. Considéré comme un opposant au gouvernement chinois, il a été condamné à plusieurs mois de prison. Son cas est loin d'être isolé. Agnes Chow, une autre étudiante de 26 ans qui milite pour une plus grande démocratie à Hong Kong, a elle aussi été condamnée en 2021 à 7 mois de prison.

Clara BROUXEL, Rebecca LEGALLET

Russie, censure des réseaux et désinformation

Le 21 mars 2022, le tribunal de Moscou avait interdit Instagram et Facebook qualifiant ces réseaux de « terroristes ». L'accès à Twitter est également restreint. La Russie entre donc parmi les pays interdisant les plus grands réseaux sociaux du monde avec la Chine et la Corée du Nord. Depuis, VPN, Virtual Private Network, servant à changer la localisation des utilisateurs en ligne, se place au premier rang des téléchargements en Russie.

En bloquant l'un des derniers espaces d'expression libre dans le pays, le gouvernement limite l'accès à l'information et au divertissement. En 2012, Vladimir Poutine revient au pouvoir malgré des manifestations contre lui sur les réseaux. Depuis ce tournant, la population russe se trouve face à une importante censure.

À propos de la guerre en Ukraine, le pouvoir a ordonné aux médias nationaux de ne pas utiliser les mots : *invasion, offensive* et *déclaration de*

guerre sous peine de prison ou d'une amende. L'agression contre l'Ukraine est ainsi décrite par l'État comme une « opération militaire spéciale de maintien de la paix ». L'objectif est que la population ne comprenne pas la situation pour éviter la révolte.

Quand la privation des réseaux incite à la haine

Un exemple illustre les conséquences de cette privation d'expression qui déclenche la haine de nombreux habitants. Le 2 avril 2023 lors d'un rassemblement en son honneur, Maxime Fomine connu par ses partisans sous le nom de Vladlen Tatarski est assassiné par une jeune femme nommée Daria Trepova. Le blogueur militaire suivi par près de 570 000 abonnés sur Télégram était un ultranationaliste pro-russe.

Lilou LETOURNEUR, Maël PIGNARD, Angèle LETERRIER

Les jeunes face aux réseaux sociaux

Selon les lycéens de Le Verrier, les réseaux sont incontournables pour s'informer, mais ils sont conscients qu'il faut aussi s'en méfier.



Sarah Hebert, 15 ans

Sarah : « Personnellement, je me sers beaucoup d'Instagram pour savoir ce qui se passe dans le monde. Il y a des comptes spécialisés pour ça et j'aime les consulter. »

Je pense que les réseaux sociaux sont indispensables de nos jours car beaucoup les utilisent et cela permet de communiquer, cela est divertissant. Mais même s'il est nécessaire de les utiliser, il ne faut pas y passer tout son temps pour ne pas devenir addict. »



Elouan Blin, 16 ans

Elouan : « Je m'informe principalement sur TikTok. On peut y avoir plein d'informations, grâce à la diversité des utilisateurs. Cependant il faut faire attention aux fake news. »

Personnellement, j'utilise les réseaux sociaux quotidiennement mais sur une courte durée. Les réseaux sociaux ne sont pas indispensables de nos jours, car nous pouvons nous informer autrement. Mais, ils sont utiles pour communiquer entre amis ou pour s'informer. »

Mila : « Je trouve intéressant d'avoir accès à de nombreuses sources sur les réseaux sociaux, ça permet aux nouvelles générations très présentes sur les plateformes de s'informer très facilement sur l'actualité. Cependant il faut savoir trouver les bons profils et les bonnes sources pour s'informer de façon sécurisée. Aujourd'hui beaucoup de choses passent par les réseaux sociaux mais on peut très bien communiquer ou s'informer grâce à d'autres outils. »

Camille : « J'ai accès à l'actualité, en parlant avec mes proches ou via Instagram. Je suis abonnée à des comptes de sources sûres comme Brut Media et HugoDécrypte. Je ne pense pas que les réseaux sociaux soient indispensables, même s'il y a autant de points positifs que négatifs. Comme développer une certaine addic-



Mila Ladroue, 15 ans

tion, ou avoir accès à des informations sans arrêt, car c'est une plateforme qui se recharge à l'infini. »

Juliette SOHIER, Chloé MIGNOT



Camille Chasles, 15 ans

DES RESSOURCES POUR MIEUX COMPRENDRE LES ENJEUX ABORDÉS DANS LES DÉBATS ET LES CONFÉRENCES DU FORUM MONDIAL NORMANDIE POUR LA PAIX



Découvrez les **198 ressources** sélectionnées par Réseau Canopé, à destination des lycéens, avec les sujets traités lors du Forum mondial Normandie pour la Paix 2022 (« À bas les murs ! Ces enfermements qui font les guerres »).

<https://vu.fr/jibo>



La jeunesse en action

Paul Lecomte, lycéen au lycée la Providence à Fécamp nous raconte son mandat au Conseil Régional des Jeunes.

Qu'est-ce que le CRJ ?

Le CRJ est un espace de concertation et de proposition créé en 2019 sous l'impulsion d'Hervé Morin, président de la Région. Il s'agit d'une instance apolitique et non partisane, constituée de 40 membres âgés de 15 à 25 ans issus des 5 départements normands avec une parité fille-garçon et une représentation sociologique. La durée de notre mandat est de 2 ans et la fréquence de nos regroupements est d'environ une fois par mois. Concrètement, le CRJ a deux missions. Tout d'abord, l'instance a pour but d'élaborer des propositions d'actions pour les jeunes normands. Dans le même temps, le CRJ est aussi une instance de consultation pour les élus régionaux puisque ces derniers peuvent nous demander notre avis sur une action qu'ils souhaitent mettre en place à



Paul Lecomte, lycée La Providence à Fécamp

l'échelle régionale.

Quel a été ton parcours au sein du CRJ ?

Mon mandat a commencé par le week-end d'intégration

qui m'a permis de faire connaissance avec l'ensemble des membres du CRJ. Un moment essentiel pour créer une cohésion de groupe. Puis, on s'est formé sur la prise de parole et sur l'improvisation ce qui nous a permis de renforcer l'union du groupe et notre aisance à l'oral. Après ces temps, nous sommes rentrés dans le vif du sujet puisqu'il a fallu sélectionner nos thématiques de travail, identifier nos problématiques, monter nos projets et enfin rencontrer des jeunes normands pour qu'ils puissent juger nos propositions. Des moments intenses mais passionnant et surtout très enrichissant.

En quoi l'environnement te touche-t-il ?

Qui ne peut pas être touché lorsque l'on voit notre Normandie frappé par les effets du réchauffement climatique ? J'ai

eu envie de m'engager, avec une dizaine d'autres membres du CRJ dans la thématique environnement car collectivement, on s'est rendu compte que certains jeunes n'étaient pas assez sensibilisés à ce sujet. Ce constat nous a donné envie d'en faire plus pour que les réflexes viennent à tous sans pour autant tomber dans le dramatique. De plus, l'environnement me touche plus personnellement puisque, habitant près des falaises de la côte d'Albâtre, je suis confronté aux conséquences directes du réchauffement climatique puisque ces dernières sont victimes de l'érosion.

Cet article n'a pas été rédigé par les élèves du lycée Le Verrier.

POUR LES 15/25 ANS

BÉNÉFICIE D'AVANTAGES POUR TES LOISIRS, TES PROJETS ET TES ÉTUDES*

* LIVRES SCOLAIRES ET ÉQUIPEMENTS PROFESSIONNELS POUR LES LYCÉEN(NE)S

atouts.normandie.fr

SAISON 2022 2023

AVEC ATOUTS NORMANDIE

RÉGION NORMANDIE